

F. 2001 — 1681

[C — 2001/12570]

12 JUIN 2001. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail n° 78 du 30 mars 2001 conclue au sein du Conseil national du Travail relative à l'introduction de l'euro dans les conventions collectives de travail conclues conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, modifiée par la convention collective de travail n° 78bis du 20 avril 2001 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment les articles 18 et 28;

Vu la demande du Conseil national du Travail;
Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail n° 78, reprise en annexe, conclue le 30 mars 2001 au sein du Conseil national du Travail, relative à l'introduction de l'euro dans les conventions collectives de travail conclues conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, modifiée par la convention collective de travail n° 78bis du 20 avril 2001.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juin 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Annexe

Conseil national du Travail

Convention collective de travail n° 78 du 30 mars 2001 relative à l'introduction de l'euro dans les conventions collectives de travail conclues conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, modifiée par la convention collective de travail n° 78bis du 20 avril 2001

Enregistrées les 19 avril et 10 mai 2001
sous les n°s 57039/CO/300 et 57123/CO/300

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

Considérant qu'il y a lieu de prendre au plus tôt des dispositions qui garantissent la sécurité juridique dans les relations de travail une fois que l'euro sera introduit définitivement au titre de monnaie fiduciaire c'est-à-dire à dater du 1^{er} janvier 2002;

Les organisations interprofessionnelles de travailleurs et d'employeurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique;
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979;
- "De Boerenbond";
- la Fédération wallonne de l'Agriculture;
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique;
- la Fédération générale du Travail de Belgique;
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique,

ont conclu, le 30 mars 2001 au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

N. 2001 — 1681

[C — 2001/12570]

12 JUNI 2001. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 78 van 30 maart 2001 gesloten in de Nationale Arbeidsraad betreffende de invoering van de euro in de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten overeenkomstig de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 78bis van 20 april 2001 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op de artikelen 18 en 28;

Gelet op het verzoek van de Nationale Arbeidsraad;
Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage opgenomen collectieve arbeidsovereenkomst nr. 78 gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 30 maart 2001, betreffende de invoering van de euro in de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten overeenkomstig de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 78bis van 20 april 2001.

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 juni 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Bijlage

Nationale Arbeidsraad

Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 78 van 30 maart 2001 betreffende de invoering van de euro in de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten overeenkomstig de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 78bis van 20 april 2001

Geregistreerd op 19 april en 10 mei 2001
onder de nrs. 57039/CO/300 en 57123/CO/300

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Overwegende dat zo vlug mogelijk bepalingen moeten worden vastgesteld ter wille van de rechtszekerheid in de arbeidsbetrekkingen wanneer de euro definitief als chartale munt zal zijn ingevoerd, d.i. vanaf 1 januari 2002;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers :

- het Verbond van Belgische Ondernemingen;
 - de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979;
 - de Boerenbond;
 - "la Fédération wallonne de l'Agriculture";
 - het Algemeen Christelijk Vakverbond van België;
 - het Algemeen Belgisch Vakverbond;
 - de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België,
- op 30 maart 2001 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

CHAPITRE I^{er}. — Portée de la convention

Article 1^{er}. La présente convention vise à garantir la plus grande sécurité juridique possible en déterminant les règles à appliquer à dater du 1^{er} janvier 2002 en ce qui concerne les dispositions des conventions collectives de travail prévoyant :

- un arrondi des montants qu'elles comportent lorsque ceux-ci sont indexés ou multipliés par un coefficient;
- une règle qui garantisse le maintien d'une succession de tranches tarifaires ou barémiques.

CHAPITRE II. — Ajustement de montants

Art. 2. § 1^{er}. Dans les dispositions des conventions collectives de travail portant obligation après indexation ou application d'un coefficient de multiplication d'arrondir un montant en franc belge en négligeant le chiffre suivant la décimale à arrondir s'il est inférieur à cinq et en portant la décimale à arrondir à l'unité supérieure si ce chiffre est égal ou supérieur à cinq, l'ajustement est, à dater du 1^{er} janvier 2002, opéré en euro conformément à la même règle.

§ 2. Dans les dispositions des conventions collectives de travail portant obligation après indexation ou application d'un coefficient de multiplication d'arrondir un montant en franc belge en application d'une règle dérogatoire à celle prévue au § 1^{er}, l'ajustement est, à dater du 1^{er} janvier 2002, opéré en euro comme suit :

- 1° ajustement à 50 centimes ou au franc : ajustement au cent;
- 2° ajustement à 5 ou à 10 francs : ajustement à 10 cents;
- 3° ajustement à 25 francs : ajustement à 50 cents;
- 4° ajustement à 50 ou 100 francs : ajustement à l'euro;
- 5° ajustement à 500 ou 1 000 francs : ajustement à 10 euros;
- 6° ajustement à 5 000 ou 10 000 francs : ajustement à 100 euros.

§ 3. Les §§ 1^{er} et 2 s'appliquent à défaut pour les parties aux conventions collectives de travail y visées de prévoir de commun accord une règle spécifique d'ajustement d'application à dater du 1^{er} janvier 2002.

Commentaire.

La présente disposition a pour objet de prévoir pour les conventions collectives de travail y visées, les règles d'arrondi applicables aux montants convertis définitivement en euro après indexation ou application d'un coefficient de multiplication.

Il convient de rappeler que la conversion définitive en euro sera opérée avec deux décimales en plus du nombre de celles applicables en franc belge conformément au prescrit des conventions collectives de travail n° 69 du 17 juillet 1998 déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants des barèmes, primes, indemnités et avantages et n° 70 du 15 décembre 1998 déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants autres que ceux visés par la convention collective de travail n° 69 du 17 juillet 1998 déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants des barèmes, primes, indemnités et avantages.

Cette conversion définitive est censée intervenir au plus tard le 31 décembre 2001 afin d'être effective à partir du 1^{er} janvier 2002 c'est-à-dire à dater du jour où l'euro sera introduit au titre de monnaie fiduciaire.

Les règles d'ajustement qu'il y aura alors lieu de respecter sont les suivantes :

- en principe et aux termes du § 1^{er}, l'ajustement du montant obtenu après conversion définitive en euro s'il est arithmétiquement opéré en franc belge, continuera à l'être en euro de la même manière.

Cette règle signifie qu'après conversion définitive en euro et à chaque fois que sera appliqué une indexation ou un coefficient de multiplication, le montant sera arrondi au cent supérieur ou inférieur le plus proche et si le montant se situe exactement au milieu, au cent supérieur.

— en dérogation à la règle précédente et aux termes du § 2, l'ajustement s'il est opéré suivant une disposition qui prévoit un arrondi autre qu'arithmétique, sera opéré en euro par référence au dispositif applicable aux lois et règlements en exécution des lois du 26 juin 2000 relatives à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées aux articles 77 et 78 de la Constitution. Il s'agit d'une référence et non d'une reprise de libellé. Le dispositif légal

HOOFDSTUK I. — Draagwijdte van de overeenkomst

Artikel 1. Deze overeenkomst beoogt een zo groot mogelijke rechtszekerheid door de vaststelling van de regels die vanaf 1 januari 2002 van toepassing zijn met betrekking tot de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten die voorzien in :

- een afronding van de erin opgenomen bedragen wanneer ze worden geïndexeerd of met een coëfficiënt worden vermenigvuldigd;
- een regel die het behoud van een opeenvolging van tarief- of baremaschijven waarborgt.

HOOFDSTUK II. — Afronding van bedragen

Art. 2. § 1. In de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten die voorzien in de verplichting om na indexering of toepassing van een vermenigvuldigingscoëfficiënt een bedrag in Belgische frank af te ronden zonder dat met het cijfer volgend op de af te ronden decimala rekening wordt gehouden wanneer het lager is dan vijf en waarbij de af te ronden decimala met een eenheid wordt verhoogd wanneer dat cijfer gelijk is aan of hoger is dan vijf, gebeurt de afronding in euro vanaf 1 januari 2002 overeenkomstig dezelfde regel.

§ 2. In de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten die voorzien in de verplichting om na indexering of toepassing van een vermenigvuldigingscoëfficiënt een bedrag in Belgische frank af te ronden volgens een regel die afwijkt van de in § 1 bepaalde regel, gebeurt de afronding vanaf 1 januari 2002 in euro als volgt :

- 1° afronding op 50 centiem of op de frank : afronding op de cent;
- 2° afronding op 5 of op 10 frank : afronding op 10 cent;
- 3° afronding op 25 frank : afronding op 50 cent;
- 4° afronding op 50 of op 100 frank : afronding op de euro;
- 5° afronding op 500 of op 1 000 frank : afronding op 10 euro;
- 6° afronding op 5 000 of op 10 000 frank : afronding op 100 euro.

§ 3. De paragrafen 1 en 2 zijn van toepassing wanneer de bij de genoemde collectieve arbeidsovereenkomsten betrokken partijen het niet eens worden over een specifieke afrondingsregel vanaf 1 januari 2002.

Commentaar.

Deze bepaling heeft tot doel voor de genoemde collectieve arbeidsovereenkomsten te voorzien in de afrondingsregels die van toepassing zijn op de definitief in euro omgerekende bedragen na indexering of toepassing van een vermenigvuldigingscoëfficiënt.

Opgemerkt dient te worden, dat de definitieve omrekening in euro zal gebeuren met twee decimalen meer dan het aantal decimalen dat van toepassing is in Belgische frank, overeenkomstig de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 69 van 17 juli 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de bedragen van barema's, premies, vergoedingen en voordelen en nr. 70 van 15 december 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de andere bedragen dan die welke zijn bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 69 van 17 juli 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de bedragen van barema's, premies, vergoedingen en voordelen.

Deze definitieve omrekening wordt geacht te gebeuren uiterlijk op 31 december 2001, zodat een en ander effectief ingaat op 1 januari 2002, d.i. vanaf de dag waarop de euro als chartale munt wordt ingevoerd.

De volgende afrondingsregels zullen dan in acht moeten worden genomen :

- volgens de bepalingen van § 1, zal de afronding van het bedrag na de definitieve omrekening in euro, wanneer de rekenkundige bewerking in Belgische frank wordt uitgevoerd, in principe op dezelfde manier blijven gebeuren in euro.

Deze regel houdt in dat na de definitieve omrekening in euro en telkens wanneer een indexering of een vermenigvuldigingscoëfficiënt wordt toegepast, het bedrag naar boven of naar beneden zal worden afgerond op de dichtstbijzijnde cent of naar boven op de cent zal worden afgerond wanneer het resultaat precies de helft bedraagt.

— in afwijking van de vorige regel en overeenkomstig de bepalingen van § 2 zal de afronding, wanneer ze wordt verricht volgens een bepaling die in een andere dan een rekenkundige afronding voorziet, in euro worden uitgevoerd met verwijzing naar de bepalingen die op de wetten en verordeningen van toepassing zijn ingevolge de wetten van 26 juni 2000 betreffende de invoering van de euro in de wetgeving die betrekking heeft op aangelegenheden als bedoeld in de artikelen 77 en

a en effet été adapté à la spécificité des instruments conventionnels pour lesquels il est appelé à jouer.

Cette règle signifie qu'après conversion définitive en euro et à chaque fois que sera appliquée une indexation ou un coefficient de multiplication, l'arrondi tel que prévu au § 2 sera dorénavant opéré.

L'objectif de ces règles est de garantir la plus grande neutralité possible dans les opérations d'ajustement et d'éviter à cet effet le recours à la technique dite de l'arrondi de transparence c'est-à-dire à des adaptations qui si elles aboutissent à un montant qui est aisément lisible et utilisable en euro, peuvent en revanche créer une certaine suspicion quant à la correction des opérations effectuées.

Cette technique n'est cependant pas exclue; si elle est utilisée, elle devra avoir fait l'objet d'un accord des parties à la convention collective de travail concernée. Il en ira de même de toute autre technique d'ajustement.

CHAPITRE III. — Succession logique de tranches tarifaires ou barémiques

Art. 3. Dans les dispositions des conventions collectives de travail prévoyant des tranches tarifaires ou barémiques successives, la limite supérieure d'une tranche exprimée en euro est reprise, après conversion opérée au 1^{er} janvier 2002 avec deux décimales en plus du nombre de celles applicables en franc belge, comme limite inférieure de la tranche suivante augmentée de 0,01 euro.

Commentaire.

La présente disposition vise dans l'optique de développer une solution uniforme et la plus harmonieuse possible, à garantir la succession logique de tranches tarifaires ou barémiques successives après que les montants indiquant leur limite auront été convertis définitivement en euro.

Il convient de rappeler que la conversion définitive en euro sera opérée avec deux décimales en plus du nombre de celles applicables en franc belge conformément au prescrit des conventions collectives de travail n° 69 du 17 juillet 1998 déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants des barèmes, primes, indemnités et avantages et n° 70 du 15 décembre 1998 déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants autres que ceux visés par la convention collective de travail n° 69 du 17 juillet 1998 déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants des barèmes, primes, indemnités et avantages précitées.

Cette conversion définitive est censée intervenir au plus tard le 31 décembre 2001 afin d'être effective à partir du 1^{er} janvier 2002 c'est-à-dire à dater du jour où l'euro sera introduit au titre de monnaie fiduciaire.

Au terme de cette opération, la limite supérieure exprimée en euro après conversion arithmétique sera reprise comme limite inférieure de la tranche suivante augmentée de 0,01 euro.

CHAPITRE IV. — Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer des propositions d'amendement. Les autres organisations s'engagent à les discuter au sein du Conseil national du Travail, dans le délai d'un mois de leur réception.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 12 juin 2001.

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

78 van de Grondwet. Het gaat om een verwijzing en niet om een overname van de bepalingen. De wetsbepalingen werden immers aangepast aan de specificiteit van de CAO-instrumenten waarop ze van toepassing zijn.

Deze regel houdt in dat na de definitieve omrekening in euro en telkens wanneer een indexering of een vermenigvuldigingscoëfficiënt wordt toegepast, voortaan de afronding als bepaald in § 2 zal worden verricht.

Het is de bedoeling een zo groot mogelijke neutraliteit in de afrondingsverrichtingen te waarborgen en daartoe te vermijden dat een beroep moet worden gedaan op de zogenaamde techniek van de transparantieafrondingen, d.w.z. aanpassingen die een gemakkelijk leesbaar en bruikbaar bedrag in euro opleveren maar die enig wantrouwen kunnen doen ontstaan wat de juistheid van de verrichtingen betreft.

Deze techniek is evenwel niet uitgesloten; wanneer ze wordt gebruikt, moet er wel een akkoord over bestaan tussen de partijen die bij de bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst betrokken zijn. Hetzelfde geldt voor iedere andere afrondingstechniek.

HOOFDSTUK III. — Logische opeenvolging van tarief- of baremaschijven

Art. 3. In de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten die voorzien in opeenvolgende tarief- of baremaschijven, wordt de bovengrens van een schijf in euro, na omrekening op 1 januari 2002 met twee decimalen meer dan het aantal decimalen dat van toepassing is in Belgische frank, overgenomen als benedengrens van de volgende schijf vermeerderd met 0,01 euro.

Commentaar.

Deze bepaling beoogt ter wille van een eenvormige en zo harmonieus mogelijke oplossing een logische opeenvolging van tarief- of baremaschijven nadat de bedragen die de grenswaarden ervan aangeven definitief in euro zullen zijn omgerekend.

Opgemerkt dient te worden, dat de definitieve omrekening in euro zal gebeuren met twee decimalen meer dan het aantal decimalen dat van toepassing is in Belgische frank, overeenkomstig de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 69 van 17 juli 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de bedragen van barema's, premies, vergoedingen en voordeelen en nr. 70 van 15 december 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de andere bedragen dan die welke zijn bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 69 van 17 juli 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de bedragen van barema's, premies, vergoedingen en voordeelen.

Deze definitieve omrekening wordt geacht te gebeuren uiterlijk op 31 december 2001, zodat een en ander effectief ingaat op 1 januari 2002, d.i. vanaf de dag waarop de euro als chartale munt wordt ingevoerd.

Daarna zal de in euro luidende bovengrens na de rekenkundige omrekening worden overgenomen als benedengrens van de volgende schijf vermeerderd met 0,01 euro.

HOOFDSTUK IV. — Inwerkingtreding

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari 2002. Zij is gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan op verzoek van de meest gerede ondertekende partij worden herzien of opgezegd met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden.

De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen. De andere organisaties verbinden zich ertoe deze binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 12 juni 2001.

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Recommandation n° 13

Recommandation n° 13 du 30 mars 2001 relative
à l'introduction de l'euro

Le Conseil national du Travail a, dès avant le démarrage de la période transitoire de l'introduction de l'euro, et en vue de sa préparation, émis en collaboration avec le Conseil central de l'Economie l'avis n° 1.210 le 17 décembre 1997.

Cet avis s'est vu complété par la suite de deux conventions collectives de travail accompagnée d'un vade-mecum à savoir :

- la convention collective de travail n° 69 du 17 juillet 1998 déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants des barèmes, primes, indemnités et avantages;

- la convention collective de travail n° 70 du 15 décembre 1998 déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants autres que ceux visés par la convention collective de travail n° 69 du 17 juillet 1998 déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants des barèmes, primes, indemnités et avantages.

Ce faisant, le Conseil a circonscrit l'ensemble des éléments qui devaient permettre une transition souple et dans la transparence pour tous les acteurs concernés, à l'euro.

Il s'agit maintenant d'examiner comment aborder toujours avec la même souplesse et la même transparence l'introduction définitive de l'euro au titre de monnaie fiduciaire le 1^{er} janvier 2002.

C'est dans cette optique que les organisations de travailleurs et d'employeurs représentées au sein du Conseil ont conclu le 30 mars 2001 la convention collective de travail n° 78 relative à l'introduction de l'euro dans les conventions collectives de travail conclues à son niveau ainsi qu'à celui des commissions paritaires et des entreprises en prévoyant :

- un arrondi des montants qu'elles comportent lorsque ceux-ci sont indexés ou multipliés par un coefficient;

- une règle qui garantisse le maintien d'une succession de tranches tarifaires ou barémiques.

Cet instrument sera commenté dans un nouveau vade-mecum que va publier le Conseil et qui sera l'occasion de faire le point sur les mécanismes de conversion qui devront être opérés au plus tard le 31 décembre 2001 pour que l'introduction de l'euro au 1^{er} janvier 2002 soit opérationnelle ainsi que sur les techniques d'arrondi et de détermination des montants limites ou seuils.

Ceci étant, le Conseil entend adresser aux commissions paritaires, aux employeurs, aux travailleurs ainsi qu'à leurs représentants de même qu'aux autorités publiques, les recommandations suivantes :

- En ce qui concerne les commissions paritaires.

Tout d'abord, le Conseil en appelle aux commissions paritaires pour que dans l'élaboration des conventions collectives de travail qu'elles vont conclure entre autres en exécution de l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2000, et dont la durée va excéder le 31 décembre 2001 de tenir compte des règles suivantes si des montants sont concernés :

- * Dans la disposition qui prévoit un montant, celui-ci est exprimé en euro.

- * Dans une disposition transitoire, qui cesse de sortir ses effets le 1^{er} janvier 2002, ce même montant est exprimé en franc belge.

Deux formules sont proposées :

- Si un nombre restreint de montants est prévu dans la convention collective de travail :

Utilisation d'une légistique classique selon l'exemple suivant :

« Art. 2. Pour la période du Y (date du début de l'application pendant la période transitoire) au 31 décembre 2001, le montant de "X BEF" est d'application au lieu du montant de "Y EUR" mentionné à l'article 1^{er}. »

- Si un nombre plus important de montants est prévu dans la convention collective de travail :

Utilisation d'un tableau (1) selon le modèle suivant :

- à la première ligne : la référence de l'article dans le texte (p. ex. article 2);

- aux lignes suivantes, première colonne : par ligne, le passage en question de l'article;

- dans la deuxième colonne, le montant en franc belge (valable jusqu'au 31 décembre 2001);

- dans la troisième colonne, le montant correspondant en euro (valable à partir du 1^{er} janvier 2002);

Aanbeveling nr. 13

Aanbeveling nr. 13 van 30 maart 2001 betreffende
de invoering van de euro

Nationale Arbeidsraad heeft nog voor de start van de overgangsfase van de invoering van de euro, samen met de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven op 17 december 1997 advies nr. 1.210 uitgebracht, ter voorbereiding van die fase.

Dit advies werd vervolgens aangevuld met twee collectieve arbeidsovereenkomsten en een vademeicum, namelijk :

- de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 69 van 17 juli 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de bedragen van barema's, premies, vergoedingen en voordelen;

- de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 70 van 15 december 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de andere bedragen dan die welke zijn bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 69 van 17 juli 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de bedragen van barema's, premies, vergoedingen en voordelen.

Hiermee heeft de Raad alle elementen omlijnd voor een soepele en doorzichtige overgang naar de euro voor alle betrokken actoren.

Nu dient te worden nagegaan hoe met dezelfde soepelheid en doorzichtigheid de definitieve invoering van de euro als chartale munt op 1 januari 2002 moet worden aangepakt.

Met dit doel hebben de in de Raad vertegenwoordigde werknemers- en werkgeversorganisaties op 30 maart 2001 de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 78 gesloten betreffende de invoering van de euro in de collectieve arbeidsovereenkomsten die op zijn niveau alsook in de paritaire comités en de ondernemingen worden gesloten en die voorzien in :

- een afronding van de erin opgenomen bedragen wanneer ze worden geïndexeerd of met een coëfficiënt worden vermenigvuldigd;

- een regel die het behoud van een opeenvolging van tarief- of baremaschijven waarborgt.

Dit instrument zal worden toegelicht in een nieuw vademeicum dat de Raad zal publiceren en naar aanleiding waarvan de stand van zaken zal worden bepaald omtrent de omrekeningsmechanismen die uiterlijk 31 december 2001 moeten zijn vastgesteld opdat de invoering van de euro op 1 januari 2002 een feit zal zijn alsook met betrekking tot de techniek voor afronding en vaststelling van limiet- of drempelbedragen.

In dit opzicht richt de Raad de volgende aanbevelingen aan de paritaire comités, de werkgevers, de werknemers en hun vertegenwoordigers en aan de overheid :

- Wat de paritaire comités betreft.

De Raad dringt er in eerste instantie op aan dat de paritaire comités in het kader van de collectieve arbeidsovereenkomsten die zij onder andere ter uitvoering van het centraal akkoord van 22 december 2000 zullen sluiten en die na 31 december 2001 van kracht blijven, rekening houden met de volgende regels indien er bedragen mee gemoeid zijn :

- * Wanneer een bepaling in een bedrag voorziet, wordt dit bedrag in euro uitgedrukt.

- * In een overgangsbepaling die ophoudt van kracht te zijn op 1 januari 2002, wordt ditzelfde bedrag in Belgische frank uitgedrukt.

Er worden twee formules voorgesteld :

- Wanneer in de collectieve arbeidsovereenkomst een gering aantal bedragen voorkomen :

Gebruik van een klassieke wetgevingstechniek naar het volgende voorbeeld :

« Artikel 2. Voor de periode van Y (begindatum van de toepassing tijdens de overgangsperiode) tot 31 december 2001, geldt in de plaats van het bedrag van "X EUR", vermeld in artikel 1, het bedrag van "Y BEF". »

- Wanneer in de collectieve arbeidsovereenkomst een groter aantal bedragen voorkomen :

Gebruik van een tabel (1) naar het volgende model :

- op de eerste regel : het nummer van het artikel in de tekst (bijvoorbeeld artikel 2);

- op de volgende regels, eerste kolom : per regel, het desbetreffende onderdeel van het artikel;

- in de tweede kolom, het bedrag in Belgische frank (geldig tot 31 december 2001);

- in de derde kolom, het overeenstemmende bedrag in euro (geldig vanaf 1 januari 2002);

— dans la quatrième colonne : idem que dans la première colonne, mais dans l'autre langue nationale.

— in de vierde kolom : hetzelfde als in de eerste kolom, maar in de andere landstaal.

ART. 2		ART. 2	
	BEF	EUR	
§ 1 ^{er}			§ 1
alinéa 1 ^{er}	103.250	2.559,50	eerste lid
alinéa 2	3.761	93,23	tweede lid
alinéa 3	47.787	1.184,61	derde lid
§ 2			§ 2
alinéa 2	30	0,74	tweede lid

* Dans la disposition relative à l'entrée en vigueur, la date de celle-ci sera indiquée pour la disposition mentionnant des montants en euro.

Ensuite, le Conseil invite les commissions paritaires pour qu'elles s'attachent dans les meilleurs délais à mettre à disposition de leurs membres, des employeurs et des travailleurs qui ressortissent à leur champ respectif de compétence de même que pour les représentants des employeurs et des travailleurs, les différents montants prévus entre autres dans les conventions collectives de travail conclues à leur niveau exprimés en franc belge et en euro après conversion opérée conformément aux dispositions des conventions collectives de travail n° 69 et 70 des 17 juillet 1998 et 15 décembre 1998.

Ceci est la garantie pour les commissions paritaires :

* d'une part, de conserver la maîtrise des montants qui ont été négociés en leur sein en ce compris dans les mécanismes d'arrondi tels que fixés à titre supplétif par la convention collective de travail n° 78 du 30 mars 2001;

* d'autre part, d'assurer la sécurité juridique maximale dans les relations de travail, la transparence et partant, la confiance indispensables à une transition harmonieuse vers l'euro.

De la sorte aussi, le Conseil et les commissions paritaires se font les promoteurs d'une certaine uniformité dans la présentation des textes en s'alignant sur la technique légistique par rapport à l'euro à partir du 1^{er} décembre 2000, approuvée par le Conseil des Ministres en sa séance du 1^{er} décembre 2000.

— En ce qui concerne les employeurs et leurs mandataires.

Dans la ligne du scénario global de basculement anticipé à l'euro et les recommandations de FIN-Euro en vue du passage définitif à l'euro scriptural, le Conseil encourage les employeurs à entamer au plus vite ou accélérer au mieux la procédure de libellé en euro de leurs obligations sociales (paiement des rémunérations, déclarations ONSS par exemple) en 2001 soit par une adaptation de leurs systèmes informatiques, soit en faisant la demande explicite à leurs secrétariats sociaux mandatés pour ce faire.

Le Conseil indique que les conventions collectives de travail qu'il a conclues en son sein et rappelées préalablement de même que l'avis n° 1.210 du 17 décembre 1997 aussi déjà cité, réunissent les conditions qui permettent aux employeurs d'anticiper avec souplesse la transition des obligations sociales qui leur incombent, à l'euro.

Le vade-mecum annoncé fera également la synthèse des prescriptions dans les conventions collectives de travail n° 69 et 70 des 17 juillet 1998 et 15 décembre 1998 ainsi que dans ce même avis n° 1.210 du 17 décembre 1997 dont il y a lieu de tenir compte.

— En ce qui concerne les travailleurs et leurs représentants.

Le Conseil suggère aux travailleurs et à leurs représentants d'aborder la dernière ligne droite de la phase transitoire avec la volonté de préparer et donc faciliter l'introduction définitive de l'euro au 1^{er} janvier 2002.

Il importe d'être à cet effet attentif au respect des conventions collectives de travail conclues au Conseil national du Travail de même qu'aux règles minimales prévues dans l'avis n° 1.210 du 17 décembre 1997.

Ces instruments conventionnels s'appuient très clairement sur le double principe de la neutralité et de la transparence auquel est subordonnée la confiance des parties à la relation de travail.

Enfin et à l'attention plus particulière des autorités publiques, le Conseil demande que des campagnes de sensibilisation ciblées sur le monde des entreprises, soient encore approfondies d'ici la fin de l'année 2001.

* In de bepaling van inwerkingtreding zal de desbetreffende datum worden vermeld voor de bepaling met eurobedragen.

In tweede instantie verzoekt de Raad de paritaire comités zo vlug mogelijk aan hun leden, aan de werkgevers en werknemers die onder hun respectieve bevoegdheidssfeer ressorteren alsook aan de vertegenwoordigers van werkgevers en werknemers de verschillende bedragen te bezorgen die onder andere voorkomen in de op hun niveau gesloten collectieve arbeidsovereenkomsten en die uitgedrukt zijn in Belgische frank en in euro na de omrekening als verricht overeenkomstig de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 69 en nr. 70 van 17 juli 1998 en 15 december 1998.

Dit houdt voor de paritaire comités waarborgen in :

* eensdeels dat zij meester blijven van de bedragen waarover op hun niveau werd onderhandeld, met inbegrip van de afrondingsmechanismen zoals ze op suppleatoire wijze zijn vastgesteld in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 78 van 30 maart 2001;

* anderdeels dat zij zorgen voor een zo groot mogelijke rechtszekerheid in de arbeidsbetrekkingen, voor de doorzichtigheid en bijgevolg voor het vertrouwen dat nodig is voor een harmonieuze overgang naar de euro.

De Raad en de paritaire comités promoten op deze manier ook een uniformiteit in de presentatie van de teksten, door zich te conformeren aan de wetgevingstechniek met betrekking tot de euro vanaf 1 december 2000, zoals ze op 1 december 2000 door de ministerraad werd goedgekeurd.

— Wat de werkgevers en hun gemachtigden betreft.

In de lijn van het algemeen scenario voor de vervroegde overschakeling naar de euro en de aanbevelingen van FIN-euro met het oog op de definitieve overgang naar de girale euro, moedigt de Raad de werkgevers aan zo spoedig mogelijk de procedure aan te vatten of deze procedure zoveel mogelijk te versnellen met het oog op de uitdrukking van hun sociale verplichtingen (betaling van de lonen, RSZ-aangiften, Y) in euro in 2001, hetzij door een aanpassing van hun informaticasystemen, hetzij door middel van een expliciet verzoek aan hun sociale secretariaten die gemachtigd zijn om dit te doen.

De Raad wijst erop dat de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomsten die hij heeft gesloten alsook het reeds vermelde advies nr. 1.210 van 17 december 1997 de voorwaarden bevatten die het de werkgevers mogelijk moeten maken voor hun sociale verplichtingen vervroegd en op soepele wijze over te schakelen op de euro.

In het aangekondigde vademeicum zal ook een samenvatting worden gegeven van de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 69 en nr. 70 van 17 juli 1998 en 15 december 1998 alsook van advies nr. 1.210 van 17 december 1997, waarmee rekening moet worden gehouden.

— Wat de werknemers en hun vertegenwoordigers betreft.

De Raad stelt de werknemers en hun vertegenwoordigers voor om de laatste rechte lijn van de overgangsfase in te gaan met de wil om de definitieve invoering van de euro op 1 januari 2002 voor te bereiden en dus vlotter te laten verlopen.

Daartoe moet de aandacht uitgaan naar de naleving van de in de Nationale Arbeidsraad gesloten collectieve arbeidsovereenkomsten alsook naar de minimumregels die in advies nr. 1.210 van 17 december 1997 zijn vastgesteld.

Deze CAO-instrumenten stoelen zeer duidelijk op het dubbele principe van neutraliteit en transparantie, dat belangrijk is voor het vertrouwen van de bij de arbeidsverhouding betrokken partijen.

Ten slotte dringt de Raad er meer bepaald bij de overheid op aan om nog voor het einde van 2001 grote bewustmakingscampagnes op te zetten die toegespitst zijn op de bedrijfswereld.

Il convient que chacun sache que l'opération de basculement à l'euro est inéluctablement fixée au 1^{er} janvier 2002. Travailleurs et employeurs doivent en conséquence s'inscrire au plus tôt dans le mouvement et prendre les mesures qui leur donnent l'occasion de se familiariser avec la nouvelle monnaie.

C'est là un gage de réussite qui impose aux autorités publiques une approche très pragmatique à laquelle le Conseil se propose de participer activement par le biais non seulement de cette recommandation mais aussi d'initiatives plus proches du monde des entreprises grâce à la collaboration des organisations de travailleurs et d'employeurs représentées en son sein.

Fait à Bruxelles, le 30 mars 2001.

Note

(1) Ce tableau sera si nécessaire précédé d'une mention aux termes de laquelle « Les articles ou éléments d'articles figurant à la première ligne ainsi que dans la première et quatrième colonne de la (ou des) ligne(s) suivante(s) du tableau ci-dessous, se rapportent à la présente convention collective de travail. Pour les montants exprimés en euro dans la deuxième colonne du tableau, les montants exprimés en franc belges dans la troisième colonne sont valables à partir du jour d'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail jusqu'au 31 décembre 2001. »

Iedereen dient te beseffen dat op 1 januari 2002 onherroepelijk wordt overgeschakeld op de euro. Werknemers en werkgevers moeten zich dan ook zo vlug mogelijk in de demarche inpassen en de nodige maatregelen nemen om zich vertrouwd te maken met de nieuwe munt.

Om dit te bereiken is van de overheid een zeer pragmatische aanpak vereist waaraan de Raad actief wenst mee te werken, niet alleen door middel van deze aanbeveling maar ook via initiatieven die meer op de bedrijfswereld toegespitst zijn dankzij de medewerking van de in zijn midden vertegenwoordigde werknemers- en werkgeversorganisaties.

Gedaan te Brussel, op 30 maart 2001.

Nota

(1) Deze tabel zal zo nodig worden voorafgegaan door de volgende vermelding : « De artikelen of onderdelen ervan die op de eerste regel en in de eerste en vierde kolom van de volgende regel(s) van de onderstaande tabel worden vermeld, hebben betrekking op deze collectieve arbeidsovereenkomst. Voor de bedragen die in euro worden vermeld in de tweede kolom van de tabel gelden vanaf de datum van inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst tot 31 december 2001 de bedragen die in Belgische frank worden vermeld in de derde kolom. »

F. 2001 — 1682

[C — 2001/12557]

14 JUIN 2001. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail n° 19sexies du 30 mars 2001, conclue au sein du Conseil national du Travail, modifiant la convention collective de travail n° 19ter du 5 mars 1991 remplaçant la convention collective de travail n° 19 du 26 mars 1975 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment les articles 18 et 28;

Vu la convention collective de travail n° 19ter du 5 mars 1991 remplaçant la convention collective de travail n° 19 du 26 mars 1975 concernant l'intervention financière des employeurs dans le prix des transports des travailleurs, modifiée par la convention collective de travail n° 19quinquies du 22 décembre 1992, conventions conclues au sein du Conseil national du Travail et rendues obligatoires respectivement par les arrêtés royaux des 21 mai 1991 et 11 février 1993;

Vu la demande du Conseil national du Travail;
Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail n° 19sexies du 30 mars 2001, reprise en annexe, conclue au sein du Conseil national du Travail, modifiant la convention collective de travail n° 19ter du 5 mars 1991 remplaçant la convention collective de travail n° 19 du 26 mars 1975 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 juin 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Note

(1) Références au Moniteur belge :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 21 mai 1991, *Moniteur belge* du 4 juin 1991.

Arrêté royal du 11 février 1993, *Moniteur belge* du 19 mars 1993.

N. 2001 — 1682

[C — 2001/12557]

14 JUNI 2001. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19sexies van 30 maart 2001, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19ter van 5 maart 1991 tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 van 26 maart 1975 betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op de artikelen 18 en 28;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19ter van 5 maart 1991 tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 van 26 maart 1975 betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19quinquies van 22 december 1992, overeenkomsten gesloten in de Nationale Arbeidsraad en respectievelijk algemeen verbindend verklaard door de koninklijke besluiten van 21 mei 1991 en 11 februari 1993;

Gelet op het verzoek van de Nationale Arbeidsraad;
Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19sexies gesloten op 30 maart 2001 in de Nationale Arbeidsraad, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19ter van 5 maart 1991 tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 van 26 maart 1975 betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers.

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te, Brussel, 14 juni 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*:

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 21 mei 1991, *Belgisch Staatsblad* van 4 juni 1991.

Koninklijk besluit van 11 februari 1993, *Belgisch Staatsblad* 19 maart 1993.